

Affaires courantes

[Français]

PÉTITIONS

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir aujourd'hui de déposer au moins une demi-douzaine de pétitions de Canadiens et Canadiennes qui s'opposent fortement à l'imposition d'une taxe sur les livres.

[Traduction]

Ces gens prétendent que le Canada, par tradition, ne taxe pas les magazines, les livres et les journaux, que la diffusion de publications est la pierre angulaire de la démocratie, de la culture, de l'éducation et qu'une société instruite et productive souffrira de l'application de la taxe sur les produits et services.

Les pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de réaffirmer dans la loi et les règlements sur la TPS les principes historiques voulant que les publications ne soient pas taxées.

[Français]

En terminant, monsieur le Président, je voulais dire que les éditeurs du Québec ont un sigle très important, une annonce qui me frappe et qui se lit comme suit: «Taxer les livres, c'est imposer l'ignorance.»

[Traduction]

M. David Kilgour (Edmonton—Sud—Est): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions approuvées quant à leur forme par le greffier des pétitions.

J'ai l'honneur de présenter une pétition signée par près de 3 000 habitants de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario à propos de la taxe sur les produits et services.

En une seule phrase, la pétition indique que la taxe serait inflationniste et régressive. Elle diminuerait le niveau de vie des Canadiens en général. Complètement en accord avec le fond de cette pétition, j'ai l'honneur de la présenter.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. David Kilgour (Edmonton—Sud—Est): Monsieur le Président, la deuxième pétition est présentée au nom de près de 132 habitants d'Edmonton, de Toronto, de London et d'Oakville à propos de l'incarcération à Taiwan de M. Yi-Shih Leo, citoyen canadien. Ils demandent, entre autres choses, que le gouvernement du Canada fasse tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir sa libération le plus tôt possible.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au sujet de la taxe sur les produits et services.

Cette pétition fait partie des 17 000 signatures qui ont été recueillies par M. Idris O'Neil, de St. Catharines, en Ontario, et qui ont déjà été présentées à la Chambre.

J'ai été frappé par les termes utilisés dans cette pétition. Ce sont: «le droit de vos pétitionnaires», c'est-à-dire les signataires, «de vous présenter ainsi un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède».

C'est une des séries de pétitions que de nombreux députés ont présentées à la Chambre des communes. Or, il semble que le seul remède que le gouvernement nous apportera, c'est la certitude que nos malheurs vont continuer. Il n'écoute tout simplement pas la population du Canada, qui lui répète depuis des mois qu'elle ne veut pas de cette taxe.

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter trois pétitions signées par plusieurs électeurs de Massey, de Little Current et de Sheguiandah, dans l'île Manitoulin, et de Thessalon, en Ontario.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de conserver le soutien et les services qu'il accorde aux anciens combattants. Ils font remarquer que les anciens combattants du Canada ont déjà fait une grande contribution à notre pays, en temps de guerre comme en temps de paix. Ils demandent au gouvernement de ne pas priver ces derniers des services et de l'aide si nécessaires en cette période de crise.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai trois autres pétitions signées par plusieurs centaines d'électeurs d'Espanola, de Makaroff et de Wawa. J'ai également des pétitions d'habitants de Kagawong, de Gore Bay et de Meldrum Bay dans l'île Manitoulin. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de renoncer à la taxe sur les produits et services.

Cela devra être fait au Sénat parce que le projet de loi a été adopté à la Chambre. Les pétitionnaires font remarquer combien cette taxe est injuste à l'égard des familles à faible revenu et des personnes qui veulent lire. Par exemple, la femme du premier ministre a parlé hier de l'importance de la lecture. . .